



## **Press Release**

### **CAP welcomes British Columbia UNDRIP legislation, calls on government to reintroduce federal bill**

**October 25, 2019** (Ottawa, ON) – British Columbia has introduced legislation that puts it on track to becoming the first Canadian government to implement the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous People (UNDRIP).

“It’s just brilliant that they are taking steps to implement UNDRIP,” says Scott Clark, President of North-West Indigenous Council, Congress of Aboriginal Peoples’ (CAP) British Columbia affiliate, “of course, as they go forward, it’s vital to ensure that the 80 per cent of Indigenous people in BC who live off-reserve will be engaged.”

UNDRIP was passed by the United Nations in 2007 and adopted in 2016 by Canada, one of the last countries in the world to do so.

“This is a positive step towards putting Canada’s international commitments into practice,” says National Chief Robert Bertrand, “By ensuring their laws respect internationally-recognized Indigenous rights, British Columbia is setting an example that we expect all three levels of government will follow.”

British Columbia’s legislation is modelled on Bill C-262, a private member’s bill sponsored by former MP Romeo Saganash, which would have brought federal law into line with UNDRIP. That Bill was passed in the House of Commons but died when the election was called before it could be read a third time in the Senate.

CAP calls on the government of Canada to be steadfast in its support for UNDRIP implementation by reintroducing C-262 as a government bill and making it a legislative priority when parliament returns.

-30-

***For media interviews please contact:***

Jessica Dawson, Executive Assistant

613-747-6022

[j.dawson@abo-peoples.org](mailto:j.dawson@abo-peoples.org)

The Congress of Aboriginal Peoples is the national voice representing the interests of Métis, status and non-status Indians, and Southern Inuit Indigenous People living off-reserve. Today, over 70% of Indigenous people live off-reserve.



## **Communiqué de presse**

### **Le CPA accueille favorablement la législation de la Colombie-Britannique sur la DNUDPA et demande au gouvernement de présenter à nouveau le projet de loi fédéral**

**Le 25 octobre 2019** (Ottawa, Ont.) – La Colombie-Britannique a présenté un projet de loi lui permettant de devenir le premier gouvernement canadien à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA).

« C'est tout simplement génial qu'ils prennent des mesures pour mettre en œuvre la DNUDPA », déclare Scott Clark, président du North-West Indigenous Council, affilié du Congrès des Peuples autochtones (CPA) pour la Colombie-Britannique, « bien entendu, il est essentiel que les 80 pour cent des autochtones de la Colombie-Britannique qui vivent hors réserve soient mobilisés. »

La DNUDPA a été adoptée par les Nations Unies en 2007 et adoptée en 2016 par le Canada, ce qui en fait l'un des derniers pays au monde à l'avoir fait.

« C'est un pas en avant dans la mise en pratique des engagements internationaux du Canada », a déclaré le chef national Robert Bertrand. « En veillant à ce que leurs lois respectent les droits des peuples autochtones reconnus à l'échelle internationale, la Colombie-Britannique donne l'exemple que les trois ordres de gouvernement devraient suivre. »

La législation de la Colombie-Britannique s'inspire du projet de loi C-262, un projet de loi émanant d'un député parrainé par l'ancien député Romeo Saganash, qui aurait permis d'aligner la loi fédérale sur la DNUDPA. Ce projet de loi a été adopté à la Chambre des communes puis mis de côté avec le début des élections avant de pouvoir être lu une troisième fois au Sénat.

Le CPA demande au gouvernement du Canada de soutenir résolument la mise en œuvre de la Déclaration, en réintroduisant le projet de loi C-262 en tant que projet de loi gouvernemental et en faisant de ce projet de loi une priorité législative au retour du parlement.

-30-

#### ***Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:***

Jessica Dawson, Adjointe executive

613-747-6022

[j.dawson@abo-peoples.org](mailto:j.dawson@abo-peoples.org)

Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 70% des autochtones vivent hors réserve au Canada.